

Compte Rendu
Conseil Municipal

Séance du 26 février 2018

Présents

Bruno Loustalet
Yannick Semay
Philippe Guillard
Guy Caplat
Marie-Paule Dupuy-Roudel
Jean-Michel Thuot
Valérie Berger
Suzanne Borrel-Jeantan
Nicolas Zimerli
Sabine Basili
Kamel Mohammadi
Serge Manié
Christian Julian

L'an deux mil dix-huit, le vingt-six février à 20 heures 30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Valérie Berger

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 26 février 2018 à 20 h 30
Enregistrement intégral sans pause»

Excusée

Josiane Brignone

Pouvoir

Audrey Duprat
(Pouvoir à C. Julian)

1. Compte rendu de la précédente réunion :

L'Assemblée n'ayant pas de modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

2. C. C. M. P. – ETUDE DE TRANSFERT DES VOIRIES

Mr le Maire rappelle que la CCMP a délibéré pour faire un audit complet des voiries communales. La loi NOTRe a transféré aux communautés de communes les voiries de desserte des zones industrielles. La CCMP a engagé une étude de prise de compétence en matière d'assainissement collectif, qui concerne le sous-sol des voiries. Cette étude de diagnostic a pour objet de préparer le prochain mandat. Il note qu'un des enjeux important est la mutualisation des personnels.

20 h 35 : Arrivée de Mr Zimerli

Mr Manié demande ce que l'on entend par voirie.

Mr le Maire répond qu'il s'agit de toutes les voiries qui concernent les communes. Il a rencontré les agriculteurs pour les informer qu'il serait nécessaire de faire entrer les usages agricoles dans le périmètre de cette étude.

DELIBERATION 18/02/01 : ETUDE DE TRANSFERT DES VOIRIES

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Rapporteur rappelle que la loi L 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales permet aux communes membres d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) de transférer à tout moment tout ou partie de leurs compétences.

Il souligne que dans le cadre de mutualisation des services, il est envisagé comme piste de travail, le transfert de la voirie communale, support de nombreuses compétences communautaires actuelles ou à venir (transport, mobilité, ZAE, eau et assainissement...).

Afin d'étudier les modalités techniques, financières, juridiques, administratives et organisationnelles de cet éventuel transfert, il est proposé de lancer une étude. La réalisation de cette étude conséquente en volume et en coût nécessite une modification statutaire.

Monsieur le Rapporteur informe que le Conseil Communautaire, par délibération du 16 janvier 2018 a décidé d'inscrire la compétence facultative « étude de transfert des voiries ».

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Rapporteur et après en avoir délibéré,

- valide la compétence facultative suivante : « étude de transfert des voiries ».

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

3. FINANCES

Mme Dupuy-Roudel présente les Comptes Administratifs 2017 de la Commune et du Budget annexe Assainissement, conformes aux Comptes de Gestion.

Produits et Dotations

Impact sur la section de fonctionnement
La baisse de la DGF et l'augmentation
prélèvements liés au FPIC (« l'effet
ciseau »)

Augmentation constante du FPIC
Diminution constante de la DGF
Atténuée par la Solidarité
Communautaire
Le reste à charge supporté par le BP

Le reste à charge est supporté par le
Budget Principal

	2013	2014	2015	2016	2017
D Atténuation de produits FPIC	-	21,435	20,306	44,759	50,141
% Evolution			-5%	120%	12%
R Evolution DGF	92,489	85,084	69,408	54,292	42,938
R Dotation de solidarité rurale	11,168	10,240	10,341	10,637	11,479
Total	103,657	95,324	79,749	64,929	54,417
% Evolution		-8%	-16%	-19%	-16%
R ACTP	45,907	46,281	46,281	46,281	46,281
R DSC INCLUS DSC RENFORCEE	45,111	44,085	55,159	98,238	98,884
Total	91,018	90,366	101,440	144,519	145,165
% Evolution		-1%	12%	42%	0%
Total recettes	194,675	185,690	181,189	209,448	199,582
Situation nette (R-D)	194,675	164,255	160,883	164,689	149,441



Budget Principal – Fonctionnement détail

Dépenses

Diminution Vs 2016 des charges à caractère général

Charges de personnel affectées par le renforcement des personnels affectés au service scolaire et périscolaire et aux arrêts maladies.

Recettes

Evolution des recettes qui compense l'évolution des dépenses, il manque des remboursements d'AT qui tomberont en 2018.

	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses					
C 11 - Charges à caractère général	213,654.60	233,081.21	202,316.62	221,464.25	214,779.10
C12 - Charges de personnel	236,181.77	242,732.96	253,014.96	275,783.93	302,064.26
Recettes					
Redevances à caractère social	10,598.78	11,739.72	14,059.64	14,229.97	15,268.04
Redevances périscolaires	46,878.10	48,169.80	66,875.50	75,151.00	79,558.20



Budget Principal - Fonctionnement 2014 - 2017

Une CAF supérieure à 2016 due au :

- Maintien de la solidarité communautaire
- Efforts de la commune à contrôler les coûts

Dans le contexte, l'évolution de l'affectation du résultat de l'année N-1 reste favorable.

	2014	2015	2016	2017	2016 Vs 2014
Dépenses					
Budgété	850,066.29	835,208.00	950,364.10	1,005,103.39	
Réalisé	632,449.74	653,706.00	687,075.98	703,099.23	11.17%
Recettes					
Budgété	654,951.37	655,737.00	740,075.69	729,298.38	
Réalisé	687,184.71	690,723.96	749,605.46	770,607.31	12.14%
CAF	54,734.97	37,017.84	62,529.48	67,508.08	
	2014 => 2015	2015 => 2016	2016 => 2017	2017 => 2018	
Affectation du résultat	173,270.57	210,288.41	275,805.01	343,313.09	



Budget Principal - Investissement

Les plus gros investissements ont été faits sur l'école et relèvent de la mise en sécurité:

- Restaurant scolaire
- Skydome
- Electricité

En 2015 Emprunt AFL (renégociation du prêt CACE relatif au réaménagement de la Place de la Maire et BEA avec SEMCODA / appartements communaux)

	2014	2015	2016	2017
Dépenses				
Budgété	207,365.83	541,548.55	398,026.94	225,954.50
Réalisé	114,193.57	384,470.28	313,531.20	139,867.05
Recettes				
Budgété	364,069.45	756,479.35	151,602.38	117,115.04
Réalisé	220,848.58	712,719.73	144,169.82	41,799.28
Résultat de l'exercice				-98,067.77
	2014 => 2015	2015 => 2016	2016 => 2017	2017 => 2018
Affectation du résultat	-76,599.33	278,200.84	108,839.46	10,771.69



Budget annexe - Assainissement - Exploitation

Reste stable 2017, peu de mouvements comptables.

	2014	2015	2016	2017
Dépenses				
Budgété	1,299.27	4,710.00	9,375.05	25,454.36
Réalisé	309.60	389.88	222.56	9,126.10
Recettes				
Budgété	1,299.27	4,781.64	5,055.44	16,301.51
Réalisé	237.96	4,781.13	5,055.80	14,633.15
Résultat de l'exercice				5,507.05
	2014 => 2015	2015 => 2016	2016 => 2017	2017 => 2018
Affectation du résultat	-71.64	4,319.61	9,152.85	14,659.90



Budget annexe - Assainissement - Investissement

Les subventions prévues en 2017 tomberont sur le premier trimestre 2018.

	2014	2015	2016	2017
Dépenses				
Budgété	32,901.27	18,583.64	79,582.44	227,124.25
Réalisé	10,007.56	6,831.13	61,425.66	32,648.50
Recettes				
Budgété	64,068.00	13,706.49	70,564.29	408,126.62
Réalisé	46,051.44	10,972.13	61,689.24	7,317.72
Résultat de l'exercice				-25,330.78
	2014 => 2015	2015 => 2016	2016 => 2017	2017 => 2018
Affectation du résultat	4,877.15	9,018.15	9,281.73	-16,049.05

DELIBERATION 18/02/02: APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL 2017

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte Administratif du Budget Principal 2017.

Vu l'avis de la Commission Finances du 05 février 2018,

Le Conseil,

Entendu les explications de Madame le rapporteur,

Approuve le Compte Administratif du Budget Principal 2017.

Pour	10
Contre	3
Abstention	0

DELIBERATION 18/02/03: APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET PRINCIPAL 2017

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte de Gestion du Budget Principal 2017.
Vu l'avis de la commission finances du 05 février 2018,
Le Conseil,
Entendu les explications de Madame le rapporteur,
Approuve le Compte de Gestion du Budget Principal 2017.

<i>Pour</i>	11
<i>Contre</i>	3
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 18/02/04 : AFFECTATION DU RESULTAT 2017

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Sur proposition de Madame le Rapporteur,
Vu l'avis de la Commission Finances du 05 février 2018,
Madame le Rapporteur expose au Conseil Municipal que le résultat de fonctionnement de l'exercice s'élève à 67.508,08 €uros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 275.805,01 €uros et le résultat de fonctionnement cumulé s'élève à 343.313,09 €uros.
Le résultat d'investissement de l'exercice s'élève à - 98.067,77 €uros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 108.839,46 €uros et le résultat d'investissement cumulé s'élève à 10.771,69 €uros
Il convient de procéder à l'affectation de ces résultats.

Après en avoir délibéré,
Le Conseil, décide d'affecter ce résultat comme suit :

- . Affectation au compte I/R 001 : 10.771,69 €uros,
- . Affectation à l'excédent de fonctionnement reporté F/R 002 : 343.313,09 €uros.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 18/02/05: APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ANNEXE (ASSAINISSEMENT) 2017

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte Administratif du Budget Annexe (Assainissement) 2017.
Vu l'avis de la commission Finances du 05 février 2018,
Le Conseil,
Entendu les explications de Madame le rapporteur,
Approuve le Compte Administratif du Budget Annexe (Assainissement) 2017.

<i>Pour</i>	13
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 18/02/06: APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET ANNEXE (ASSAINISSEMENT) 2017

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte de Gestion du Budget Annexe (Assainissement) 2017.

Vu l'avis de la commission Finances du 05 février 2018,

Le Conseil,

Entendu les explications de Madame le rapporteur,

Approuve le Compte de Gestion du Budget Annexe (Assainissement) 2017.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 18/02/07 : AFFECTATION DU RESULTAT – BUDGET ASSAINISSEMENT 2017

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Sur proposition de Madame le Rapporteur,

Vu l'avis de la Commission Finances du 05 février 2018,

Madame le Rapporteur expose au Conseil Municipal que le résultat d'exploitation de l'exercice du budget assainissement s'élève à 5.507,05 €uros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 9.152,85 €uros et le résultat de fonctionnement cumulé s'élève à 14.659,90 €uros.

Le résultat d'investissement de l'exercice du budget assainissement s'élève à -25.330,78 €uros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 9.281,73 €uros et le résultat d'investissement cumulé s'élève à -16.049,05 €uros.

Il convient de procéder à l'affectation de ces résultats.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil, décide d'affecter ce résultat comme suit :

. Affectation au déficit d'investissement reporté : 16.049,05 €uros,

. Affectation à l'excédent d'exploitation reporté F/R 002 : 14.659,90 €uros.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

4. DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Mr le Maire donne lecture du préambule au Débat d'Orientations Budgétaires.

Mes chers collègues,

Vous le savez le Débat d'Orientation Budgétaire a pour objet de présenter aux membres du Conseil municipal, et au-delà à l'ensemble de nos administrés, les principales orientations qui présideront à l'élaboration des Budgets communaux proposés à vos délibérations en avril prochain.

Il sera écrit que le mandat 2014-2020 que la contribution des collectivités locales à l'effort de redressement des finances publiques aura eu pour conséquence la fragilisation des communes notamment les plus petites !

L'approbation du Compte Administratif et du Compte de gestion vient de le démontrer : les tendances négatives issues des contraintes ont continué à peser sur les finances de notre collectivité fortement mise à contribution depuis 2013 au redressement des finances publiques et à la solidarité horizontale via le Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC).

		2013	2014	2015	2016	2017
D	Atténuation de produits FPIC	-	21,435	20,306	44,759	50,141
	% Evolution			-5%	120%	12%
R	Evolution DGF	92,489	85,084	69,408	54,292	42,938
R	Dotation de solidarité rurale	11,168	10,240	10,341	10,637	11,479
	Total	103,657	95,324	79,749	64,929	54,417
	% Evolution		-8%	-16%	-19%	-16%
R	ACTP	45,907	46,281	46,281	46,281	46,281
R	DSC INCLUS DSC RENFORCEE	45,111	44,085	55,159	98,238	98,884
	Total	91,018	90,366	101,440	144,519	145,165
	% Evolution		-1%	12%	42%	0%
	Situation nette (R-D)	194,675	164,255	160,883	164,689	149,441

Source : Rapport à la Commission finances du 05 février 2018

Il convient de rappeler que la solidarité communautaire ainsi que le contrôle budgétaire des dépenses courantes de fonctionnement ont permis à la commune de maintenir une Capacité d'Autofinancement en légère progression en 2017 (+67,5k€).

Le point positif que vous avez tous relevé est que le résultat reporté au budget principal 2018 s'élève à 383 k€, ce qui nous laisse quelques marges de manœuvre ainsi que la trésorerie nécessaire pour faire face aux dépenses courantes de fonctionnement.

Pour autant, le contexte nous oblige à gérer au plus près les finances communales.

Le maintien de la trajectoire de l'Etat en matière de redressement des finances publiques imposera beaucoup de prudence quant aux priorités d'investissement et de maintenir le cap pour un contrôle rigoureux des dépenses de fonctionnement.

Nous assumerons que les priorités seront données :

- Aux investissements courants qui seront gages d'un village rénové et ouvert sur l'avenir pour les jeunes générations ;
- A la réalisation des investissements des deux premières tranches du réseau d'assainissement collectif.

1. Conséquences de la contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques et l'apport de la solidarité communautaire

Je ne reviendrai pas sur les éléments de cadrage qui vous ont été précisés lors de précédents Débats d'Orientations Budgétaires. Je me bornerai à vous rappeler les principales dispositions de la Loi des Finances 2018 qui impactent les collectivités locales et le sens dans lequel je souhaite que notre collectivité inscrive les orientations de son budget 2018.

Parmi les dispositions nationales applicables au bloc communal qui impactent ses budgets, j'en retiens principalement les suivantes :

- L'encadrement de l'évolution des dépenses de fonctionnement (1,2% par an) pour les collectivités dont le budget de fonctionnement atteint 60 M€ : il importe, même si notre modeste collectivité n'est pas – et de loin – concernée, de s'inscrire dans cette logique.
- Le dégrèvement de taxe d'habitation pour 80% des contribuables en 3 ans qui, en dépit de la neutralité budgétaire, laisse peser l'incertitude quant à la périodicité des versements de compensation ;
- Concernant les dotations de fonctionnement, ***l'estimation financière pour la commune communiquée par l'Association des Maires de France est encore à la baisse pour cette année encore : elle s'élève à 37 223 € (42 938 € en 2017).***
- Le gel du FPIC à 1Md€ mais une hausse du plafonnement des prélèvements au titre du FPIC et FSRIF : actuellement fixé à 13 % des ressources prises en compte pour le calcul du PFIA, ce plafond a été relevé à 13,5 % ;
- Concernant les dotations d'investissement : la Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux qui est maintenue à hauteur de 996 M€, sera majorée de 50 M€ émanant d'une partie de l'ancienne réserve parlementaire et sera utile pour continuer à financer les modernisations du bâtiment scolaire.

Les contraintes qui pèsent sur notre commune pèsent également sur l'intercommunalité. Nous pourrions continuer à compter sur l'implication de la communauté de communes que ce soit en bénéficiant des services mutualisés en matière d'instruction des droits du sol ou en matière d'assainissement collectif et de Protection contre les inondations (GEMAPI).

Au sein de notre intercommunalité, il était prévu de réexaminer les termes du Pacte Financier et Fiscal qui lie nos six communes.

Ce réexamen porte sur :

- Une action visant à permettre la bonification de la Dotation Globale de Fonctionnement de la CCMP en mettant en œuvre une optimisation fiscale visant à améliorer le Coefficient d'intégration fiscale par la prise en charge de la part communale du FPIC contre une diminution identique du montant de l'Attribution de Compensation de la Taxe Professionnelle (AC/TP). Cette action aura un effet neutre sur notre budget ;
- L'examen du montant de la Dotation de Solidarité Renforcée au regard des conditions financières que supporte les communes. Dans une situation où toutes les communes subissent les effets de la politique de l'Etat, si les communes les plus peuplées doivent assurer des charges de centralité, les plus petites doivent, quant à elles, assumer des charges de ruralité – charges qui s'appellent impôts locaux -. Je gage que l'impact très positif sur les budgets des plus petites communes de la solidarité communautaire qui s'exprime par la DSC saura emporter le maintien de « l'accord politique » que le Président de la CCMP a su construire il y a deux ans, prévaudra jusqu'à la fin du mandat. Nous ne ferons pas l'économie de réfléchir à de nouvelles politiques publiques territoriales qui, mutualisant des services, seront gages d'amélioration des services rendus à nos administrés au meilleur coût.

Dans ce contexte, ce Débat d'Orientation Budgétaire a donc pour objet d'indiquer le sens de notre action publique et la rendre lisible pour nos concitoyens.

2. Principales orientations 2018

Les orientations du prochain budget doivent amorcer la trajectoire d'équipements issue du Schéma Directeur de l'Assainissement et du Plan de Prévention du Risque inondation et le PLU. Les investissements se concentreront particulièrement sur les équipements permettant la conservation en bon état du patrimoine communal en matière de voiries et de bâtiments communaux et la mise en valeur du village.

I. Budget principal

Avec le Bureau Municipal et Marie-Paule Dupuy-Roudel, en charge de l'élaboration et du suivi d'exécution des budgets, nous avons souhaité travailler en pleine concertation avec vous sur un plan pluri annuel d'investissements pour adresser une double problématique :

- Avoir une vision la plus exhaustive possible des investissements nécessaires à la conservation du patrimoine communal,
- Prioriser les actions en tenant compte de l'étroitesse de nos marges de manœuvre.

Elle a formulé ses besoins. Ceux-ci ont été examinés en bureau municipal le 30 janvier dernier et présentés en Commission finances le 05 février dernier. Un premier arbitrage a été fait, il reste à en valider définitivement ses orientations et au besoin à ajuster ses priorités. Les tableaux, ci-après synthétisent les masses économiques en jeu.

Plan pluri annuel d'investissement 2018 - 2022

2018			140565,21	22801,84	37763,38
2019			11800,92	1850,15	9550,77
2020			15896,78	1011,33	14885,45
2021			22722,39		22722,39
2022			30255,98		30255,98
Total			120441,29	5663,32	114777,97

PPI 2018-2022	
09 Acquisition matériel école	5000,00
00 Groupe scolaire	58277,39
17 Matériel Voirie	1980,00
18 Travaux Sécurité Bat. Co.	1540,80
19 Eclairage public	1500,00
30 Travaux Voirie	10505,40
31 Restaurant scolaire	5210,00
32 Travaux Mairie	18027,70
54 Véhicule communaux	18000,00
Total	120441,29

Ainsi comme l'indique le tableau prévisionnel, ce plan d'investissement déborde sur le prochain mandat, non seulement pour les deux raisons que je viens d'évoquer mais également *afin que la prochaine équipe se prépare à assumer les responsabilités auxquelles elle aura voulu prétendre ! En matière de programme communal, les promesses faites doivent pouvoir être tenues !*

Pour ce qui concerne, l'exercice 2018, il vous sera proposé de concentrer les principaux investissements comme il suit.

1. Ecole

Après la réussite de la rénovation de l'espace de mise en chauffe des plats au restaurant scolaire, la Commission Vie Scolaire animée par Philippe Guillard et Valérie Berger a recensé l'ensemble des besoins de modernisation et d'adaptation du bâtiment scolaire.

Pour l'heure, ce sont encore plus de 22 000 euros d'investissements qui ont été fléchés avec notamment le changement des deux portes d'accès pour un budget d'environ 14 000 euros.

2. Voirie

Concernant les travaux de voirie, l'adhésion au Groupement de commande organisé par la CCMP donnera la capacité à notre commune d'acheter au meilleur coût des prestations d'entretien courant et de réfection des segments de voirie communale.

La proposition d'aménagement pour 2018 se rapporte à une réfection du Chemin du Besson dont certaines parties de voirie sont particulièrement dégradées pour un montant de l'ordre de 10 000 €.

3. Requalification environnementale et écologique

A la suite de la finalisation de l'étude intercommunale relative au Plan d'interprétation des Milieux alluviaux conduites avec les communes de Niévroz et de Balan, l'actualité du projet de requalification environnementale et écologique des bords du Rhône inclut le secteur des Etangs de Thil et l'esplanade du quai des Amours, est entière. Sa réalisation est subordonnée aux travaux d'assainissement collectif et de protection rapprochée de THIL.

Comme indiqué lors de notre assemblée générale de début février, les seuls travaux réalisés cette année se rapporteront à la réalisation d'accès aux étangs à partir du Chemin de halage. Les travaux de balisage et de cheminement éligible aux subventions départementales seront pris en charge par la Communauté de communes, compétente en la matière. La réalisation des « stations » d'interprétation sera quant à elle à prévoir entre 2019 et 2020.

II. Budget Assainissement

Les travaux de réalisation du réseau d'assainissement collectif seront sans contestation le principal poste d'investissement communal pour les deux années à venir.

Le choix des titulaires des marchés de travaux a été effectué le 12 février dernier.

Le montant des travaux qui incombent à la commune - hors cote part de la STEP des Iles, s'élève à 2,5 Millions d'euros hors taxes, il est dans l'épure des montants Projet d'ingénierie de notre Maître d'œuvre.

Je souhaite rappeler à ce stade l'enveloppe globale de ce marché et ses sources de financements.

Bilan économique Assainissement collectif THIL (€)			
	Dépenses HT	Recettes	
Quote part STEP des ILES / 3CM	364156, 23	-	
Raccordement 3CM (Réseau et refoulement)	958 201,07 €	-	<i>pour mémoire financement CCMP</i>
Réseau communal (Réseau EP Tranches 1 et 2 et refoulement et réseau EU)	2 528 836,75 €	-	<i>EP affectation BP TVA éligible FCTVA</i>
Subventions AERMC	-	645905	<i>Subvention Solidarité rurale non comprise (er attente de décision AERMC)</i>
Subventions CD 01	-	503869	
	3 851 196,05 €		
Investissement brut à charge de la commune de THIL	2 892 994,98 €		
Investissement net à charge de la commune de THIL	1 743 220,98 €		

Vous noterez que dans le contexte actuel qui voit les dotations de l'Agence de l'Eau être amputées de 200 millions d'euros, pour cette infrastructure majeure pour l'avenir de notre village, **la commune n'aura in fine à supporter au pire que 45% de son coût d'investissement soit 1 743 220,98 €HT.**

Il aura fallu batailler fermement auprès des instances régionales pour garantir le financement des subventions. Notre volonté n'a jamais failli. L'implication à nos côtés de la Communauté de Communes et du Département a porté ses fruits. Le projet de Thil est l'un des deux projets sur l'ensemble du bassin Rhône – Méditerranée – Corse à avoir été financés !

Nous lancerons dans les tout prochains jours la campagne d'emprunts pour compléter le financement et l'Agence Départementale d'Ingénierie nous assistera pour le pilotage budgétaire optimisé de l'opération.

Les grands objectifs des deux phases sont, sous réserve d'aléas non identifiés, à ce jour :

- Début des travaux : juillet 2018
- Fin estimée des travaux (tranche 1 et tranche 2) selon le planning des entreprises et sous réserve d'aléas non identifiés à ce jour : fin 2020
- Périmètre fonctionnel des travaux qui reste à préciser lors de la préparation du chantier de mai à juin 2018
 - Raccordement à la STEP de la 3CM,
 - Desserte de l'ensemble du secteur du périmètre de protection éloigné du puits de captage :
 - 2018 – 2019 : desserte secteur Route de Niévroz – Rue du Canal incluant le raccordement des habitations et la desserte du lotissement des Loups ;
 - 2019 – 2020 : desserte des habitations du secteur Rue Neuve – Route de Montluel – Rue de l'Eglise et rue de la Mairie.

Ces premières réalisations permettront de parachever le travail visant à satisfaire les prescriptions du SDAGE Rhône-Méditerranée en matière de protection de la ressource en « eau » et à faire aboutir, dans le cadre du SIE Thil – Niévroz, la Déclaration d'Utilité Publique couvrant les emprises territoriales du puits de captage sur les communes de Thil et de Niévroz.

La période mai – juin sera consacrée à la préparation du chantier. Une concertation sera organisée avec les entreprises locales, le Département et les services publics (transports en commun, enlèvement des déchets ménagers, ...), services de secours SDIS, Gendarmerie, en matière de plan de circulation et d'accès.

Une réunion publique avec la Maîtrise d'œuvre sera organisée avant la fin du semestre.

Pour conclure, je souhaite remercier Marie Paule Dupuy – Roudel qui, malgré des obligations professionnelles prenantes, a su prendre le relais des finances ainsi que Philippe Guillard qui, en liaison avec Madame La Secrétaire Générale, l'a épaulée dans la mise au propre du dispositif de suivi et de contrôle des dépenses et des recettes.

Je vous invite à partager ces orientations. La construction du Budget 2018 puis sa mise en œuvre nous permettront, d'ici la fin du mandat, de compléter la rénovation de notre commune. Je souhaite, avec vous, que les projets concertés en 2017, projettent l'image d'un village qui n'aura rien cédé à une qualité de vie reconnue par toutes et par tous.

Je vous remercie de votre attention et vous donne la parole pour le débat.

Mr Julian demande des précisions sur le dégrèvement de la Taxe d'Habitation. Quelle sera la compensation ?
Mr le Maire répond qu'il devrait y avoir de la part de l'Etat, un remboursement à l'euro près.

Mr Manié demande pour la réfection de la voirie rue du Besson. La Commission Travaux Voirie n'a jamais évoqué ce dossier ?

Mr le Maire répond dans la négative. Le sujet a été abordé en Commission Générale.

Mme Basili demande ce que sont les stations d'interprétation.

Mr Zimerli répond que ce sont des stations d'interprétation conduites avec Balan et Niévroz. Il y aura 4 stations pour expliquer dans le paysage, différentes choses sur Thil dont une pour expliquer l'échelle de crue (inondations à Thil), 2 sur le quai des Amours pour expliquer comment a été construit le canal de Miribel au début du siècle précédent. Ce sont des panneaux d'information. Il y en aura une quarantaine en tout sur les communes de Thil, Niévroz et Balan.

Mr le Maire souligne qu'un travail important a été fait notamment au niveau de l'école.

DELIBERATION 18/02/08: DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire expose que le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) a pour objet de discuter des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du prochain Budget Primitif conformément aux dispositions de l'article L.2312-1 et suivants du CGCT.

- Considérant que le débat en Conseil Municipal doit avoir lieu, au plus tard, dans les deux mois précédant l'examen du budget,
- Considérant que le débat sur les orientations générales présidant à l'élaboration du Budget Primitif 2018 s'est déroulé ce jour au Conseil Municipal,
- Considérant que le contenu de ce débat n'est pas soumis au vote mais son compte rendu figure au registre des délibérations de la commune de THIL,

Le Conseil Municipal :

- PREND ACTE de la tenue ce jour, au sein du Conseil Municipal, du débat portant sur les orientations budgétaires de la commune de Thil pour l'année 2018,
- DIT que la présente délibération à laquelle est annexé le texte introductif au débat sera affichée pendant un mois en Mairie et mise en ligne sur le site communal dès retour du contrôle de légalité.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

5. ASSAINISSEMENT COLLECTIF – RECOURS A L'EMPRUNT

Mme Dupuy-Roudel donne lecture à l'Assemblée, du projet de délibération.

DELIBERATION 18/02/09: ASSAINISSEMENT COLLECTIF – AUTORISATION DONNEE AU MAIRE D'ENGAGER LA PROCEDURE EN VUE DE LA SOUSCRIPTION DES EMPRUNTS

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Madame le Rapporteur rappelle l'information faite en Commission Générale le 08 février 2018 quant à la mobilisation d'emprunts pour financer les travaux du réseau d'assainissement collectif.

Suite aux estimatifs réalisés en phase Projet le 31 août 2017 par le Maître d'œuvre et du montant des offres résultant du processus de la commande publique finalisé le 12 février 2018, le montant estimatif total des emprunts pour les deux premières tranches de travaux et le raccordement à la STEP des Iles est estimé à 2 000 000 € à répartir sur le Budget Principal pour ce qui concerne les eaux pluviales, et sur le Budget annexe Assainissement pour ce qui concerne les eaux usées.

Ces emprunts viendront compléter les interventions en subvention de l'Agence de l'Eau et du Conseil Départemental de l'Ain dont le montant cumulé notifié à ce jour est de 927 881 euros.

Après avoir rappelé que la Commune est adhérente de l'Agence France Locale, Madame le Rapporteur propose de solliciter au moins deux organismes financiers afin de s'assurer des meilleures conditions d'emprunts dont la Caisse des Dépôts et Consignations qui propose jusqu'au 31 mars 2018 des taux d'emprunts particulièrement attractifs.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Rapporteur et après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'engager toute démarche auprès d'organismes financiers en vue d'organiser leur mise en concurrence pour mettre au regard et / ou compléter l'intervention de l'Agence France Locale afin de souscrire les emprunts nécessaires au financement des travaux relatifs aux réseaux de collecte des Eaux Usées et des Eaux Pluviales et le raccordement à la STEP des Iles pour un montant total estimé à 2 000 000 € à répartir sur le Budget Principal pour ce qui concerne les eaux pluviales, et sur le Budget annexe Assainissement pour ce qui concerne les eaux usées;
- de charger Monsieur le Maire de procéder à toutes opérations et procédures afférentes à la souscription des emprunts ;
- de charger Monsieur le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

6. REGIME INDEMNITAIRE

Mr Guillard rappelle qu'en juillet 2016, une première délibération a été votée portant sur le RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel). Suite

à la parution des nouveaux décrets portant sur la filière technique, Il est devenu nécessaire de délibérer à nouveau.

La formulation proposée par le Centre de Gestion de l'Ain ne lui convenant pas, il s'est basé sur une formulation émise par le Centre de Gestion du Nord Pas de Calais.

Il donne lecture du projet de délibération.

Mr Mohammedi demande pourquoi, notamment les ATSEM ont le même plafond quel que soit leur degré de responsabilité, et qu'est ce qui détermine le fait que dans une même catégorie, sachant que les grilles indiciaires sont presque identiques, il y ait une telle différence entre les Adjoints Techniques, d'Animation ou autres.

Mr Guillard s'est basé sur ce qui se faisait. Les montants maximum réglementaires sont par certains côtés équivalents.

Mr le Maire souligne que c'est une façon de ne pas pénaliser les agents remplissant les fonctions d'ATSEM sans en avoir le grade.

Mr Thuot demande pourquoi dans le Groupe 1, nous ne mettons pas les «faisant fonction ».

Mr Mohammedi demande si la suppression du CIA est d'ordre budgétaire.

Mr Guillard répond qu'il faut que l'entretien professionnel ait lieu avant la fin de la l'année. A ce jour, des chèques cadeaux sont attribués au Personnel. C'est un choix.

DELIBERATION 18/02/10: REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Rapporteur : Philippe Guillard

Le Conseil,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

VU la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique d'Etat,

VU le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique d'Etat,

VU la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP,

VU l'Arrêté du 17 décembre 2015 pris pour application, aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur, du corps des secrétaires administratifs de l'intérieur, du corps des attachés d'administration de l'Etat relevant du ministère de l'Intérieur, des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat.

- l'Arrêté du 18 décembre 2015 pris pour application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'Outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat.

- l'Arrêté du 22 décembre 2015 pris pour application au corps des conseillers techniques de service social ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat.

- l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outremer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'avis favorable du Comité Technique en date du 14 février 2018,

Cette délibération abroge la délibération 16.04.04 du conseil municipal du 28 juin 2016 instituant de manière partielle le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).

Mr le Rapporteur informe l'assemblée,

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale. Il se compose :

- d'une Indemnité liée aux Fonctions, aux Sujétions et à l'Expertise (IFSE) ;
- éventuellement, d'un Complément Indemnitaire Annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- Redonner du sens à la rémunération indemnitaire
- Prendre en compte la place dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes ;

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles exclues du dispositif RIFSEEP.

☒ Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)

1/ Le principe :

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

2/ Les bénéficiaires :

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) peut être attribuée aux :

- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel d'une ancienneté minimum de 3 mois en année glissante. Le versement s'effectuera dès le 4ème mois.

3/ La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

CATEGORIE B

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES REDACTEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, secrétariat de mairie, ...	13 000 €

CATEGORIE C

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS des ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications, ...	6 000 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil, ...	2 000 €

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS des ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'utilisateurs, sujétions, qualifications, ...	6 000 €
Groupe 2	Agent d'exécution	2 000 €

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS des AGENTS TERRITORIAUX SPÉCIALISÉS DES ECOLES MATERNELLES		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes,	2 400 €
Groupe 2	Agent d'exécution	2 400 €

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS des ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'utilisateurs, sujétions, qualifications, ...	1 500 €
Groupe 2	Agent d'exécution	1 000 €

4/ Modulation Individuelle du montant de l'I.F.S.E. et périodicité de versement :

Le montant est établi pour un agent exerçant à temps complet. Il est réduit au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Les montants sont dans la limite du groupe d'affectation de l'agent et modulés en fonction de l'expérience professionnelle par arrêté du Maire

L'expérience professionnelle => connaissance acquise par la pratique (Elle ne correspond pas à l'ancienneté de l'agent) :

- Elargissement des compétences,
- Approfondissement des savoirs,
- Consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste

A titre d'exemple sont pris en compte :

- Le parcours professionnel de l'agent avant l'arrivée sur son poste,
- Sa capacité à exploiter l'expérience acquise quelle que soit son ancienneté (diffuse son savoir à autrui, force de proposition, ...),
- Les formations suivies (en distinguant celles liées au poste, les formations transversales, les formations de préparation aux concours et examens, ...),
- La connaissance de son environnement de travail (fonctionnement de la collectivité, relations avec des partenaires extérieurs, avec les élus, ...),
- L'approfondissement des savoirs techniques,
- La réalisation d'un travail exceptionnel,
- ...

L'IFSE sera versé mensuellement sur la base du montant annuel individuel attribué par Arrêté du Maire.

5/ Le réexamen du montant de l'I.F.S.E. :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

1. En cas de changement de fonctions,
2. Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),
3. En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

6/ Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E. :

En cas de congé de maladie ordinaire l'indemnité cessera d'être versée en cas d'indisponibilité liée à la maladie ordinaire impliquant une absence continue supérieure à quatre jours.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, de maladie professionnelle, d'accident de service ou de travail, cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. est suspendu.

☒ Mise en place du complément indemnitaire annuel (C.I.A.)

1/ Le principe :

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Sont appréciés :

- la valeur professionnelle de l'agent,
- son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions,
- son sens du service public,
- sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail

2/ Les bénéficiaires :

Le Complément Indemnitaire Annuel peut être attribué aux :

- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,

- Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel d'une ancienneté minimum de 3 mois en année glissante.

3/ La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Il est proposé de ne pas instituer ce Complément Indemnitaire Annuel.
Les montants maxima par filière sont tous nuls.

4/ Modulation Individuelle du montant du C.I.A. et périodicité de versement :

Le montant individuel versé à l'agent est compris entre 0 et 100% de ce montant maximal.

Le C.I.A. n'est pas reconductible automatiquement et est modulé en fonction des résultats de l'entretien professionnel.

Le C.I.A. sera versé annuellement sur la base du montant annuel individuel attribué par Arrêté du Maire et du pourcentage attribué lors de l'entretien.

Le Conseil,

Ouï les explications de Mr le Rapporteur,

Décide,

1. D'instaurer un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel versé selon les modalités définies ci-dessus. Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} mars 2018.
2. D'autoriser Mr le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de l'IFSE dans le respect des principes définis ci-dessus.
3. De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de cette prime.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

7. AVENANTS AUX CONVENTIONS DE PORTAGE E.P.F.L.

Mme Dupuy-Roudel donne lecture des deux projets de délibérations.

DELIBERATION 18/02/11: AVENANT A LA CONVENTION DE PORTAGE EPFL – 401 RUE DE LA MAIRIE

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée, la convention de portage conclue avec l'EPFL le 17 avril 2015, relative à la propriété sise 401 rue de la Mairie.

Il informe que suite à une négociation entre l'EPFL et son assureur, il a été convenu que ce dernier assure également pour le compte des collectivités signataires, les biens portés par l'EPFL.

Par conséquent, il convient de demander au Conseil Municipal d'autoriser Mr le Maire à signer un avenant à la convention de mise à disposition précisant que le bien sera assuré par l'EPFL à compter de la signature de ce dernier.

Le Conseil,
 Entendu les explications de Monsieur le Maire,
 . Accepte la modification concernant l'assurance d'un bien bâti,
 . Autorise Mr le Maire à signer tous actes et conventions nécessaires à l'application de cette nouvelle mesure.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 18/02/12: AVENANT A LA CONVENTION DE PORTAGE EPFL – 388 RUE DU CANAL

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée, la convention de portage conclue avec l'EPFL le 30 janvier 2015, relative à la propriété sise 388 rue du Canal.

Il informe que suite à une négociation entre l'EPFL et son assureur, il a été convenu que ce dernier assure également pour le compte des collectivités signataires, les biens portés par l'EPFL.

Par conséquent, il convient de demander au Conseil Municipal d'autoriser Mr le Maire à signer un avenant à la convention de mise à disposition précisant que le bien sera assuré par l'EPFL à compter de la signature de ce dernier.

Le Conseil,
 Entendu les explications de Monsieur le Maire,
 . Accepte la modification concernant l'assurance d'un bien bâti,
 . Autorise Mr le Maire à signer tous actes et conventions nécessaires à l'application de cette nouvelle mesure.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

8. PROJET DE CREATION D'UNE STATION D'EPURATION ST MAURICE DE BEYNOST - BEYNOST

Mr Thuot donne lecture du projet de délibération. Cette délibération a pour objet de reconnaître le SIVU comme porteur principal du projet.

DELIBERATION 18/02/13: PROJET DE CREATION D'UNE STATION D'EPURATION POUR LES COMMUNES DE ST MAURICE DE BEYNOST ET BEYNOST – ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Rapporteur : Jean-Michel Thuot

Dans le cadre des études préalables nécessaires à la construction d'une nouvelle station d'épuration pour les communes de Saint-Maurice-de-Beynost et Beynost, il convient d'engager une procédure dite « de demande d'examen au cas par cas ». Cette procédure instituée par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 et précisée par décrets n°2011-2019 du 29 décembre 2011 et n°2016-1110 du 11 août 2016, définit la procédure qui doit être mise en œuvre pour les projets susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de relever d'une évaluation environnementale.

Lorsqu'un projet relève du champ de l'examen au cas par cas, l'autorité environnementale apprécie si le projet en question est susceptible ou non d'avoir un impact notable sur l'environnement. Elle procède à cet examen en se fondant sur une liste de critères portant sur les caractéristiques du projet, sa localisation et les caractéristiques de l'impact potentiel.

La décision de soumettre ou non le projet à évaluation environnementale se fonde donc sur l'analyse du formulaire de demande d'examen dans lequel le maître d'ouvrage précise les principales caractéristiques du projet. Lorsqu'un plan ou programme relève de l'examen au cas par cas, la personne publique responsable doit, dès qu'elles sont disponibles, transmettre à l'autorité environnementale, les informations nécessaires à son examen.

Un formulaire d'examen au cas par cas et son annexe d'informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire sont à renseigner par les porteurs de projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements. L'autorité environnementale dispose d'un délai de trente-cinq jours à compter de la réception du formulaire complet pour informer, par décision motivée, le porteur de projet de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale.

Le Syndicat à Vocation Unique (SIVU) ayant compétence pour la construction et la gestion de la station d'épuration commune à Saint-Maurice-de-Beynost et Beynost assure la maîtrise d'ouvrage de la construction de la nouvelle station d'épuration, il est donc porteur de projet de ce dossier.

Néanmoins, l'étude portant également sur une partie des réseaux d'assainissement pour lesquels les communes ont gardé la compétence et assurent donc la maîtrise d'ouvrage, il convient à chaque commune de reconnaître officiellement le SIVU comme porteur principal de projet.

Au vu de ce qui précède,

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,

DECIDE de nommer le SIVU comme porteur principal du dossier;

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

9. GROUPEMENT DE COMMANDES GAZ - SIEA

Mr Thuot donne lecture du projet de délibération.

Mr Guillard demande pourquoi sur 2017, on a constaté trois fournisseurs de gaz (Engie, Eni et Total).

Mr Thuot souligne que l'avantage majeur est le maintien du prix fixe. Les prix ne peuvent que baisser.

DELIBERATION 18/02/14: ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE ET L'ACHEMINEMENT DE GAZ NATUREL ET DE SERVICES ASSOCIES COORDONNE PAR LE SIEA ET AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES ET/OU ACCORDS-CADRES ET MARCHES SUBSEQUENTS

Rapporteur : Jean-Michel Thuot

Monsieur le Rapporteur expose au Conseil Municipal que dans le cadre de la loi n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, les tarifs réglementés de vente de gaz naturel ont été progressivement supprimés depuis le 1er janvier 2015, pour les sites ayant une Consommation Annuelle de Référence (CAR) de plus de 30 MWh/an.

Dans ce cadre, le groupement de commandes est un outil qui peut permettre d'effectuer plus facilement les opérations de mise en concurrence en obtenant des tarifs plus avantageux.

Le groupement est ouvert aux communes et leur CCAS et à tous les établissements publics du département de l'Ain.

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,

Vu le Code de l'énergie et notamment l'article L.441-5 et les articles 28 et 35 du décret précité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention constitutive du groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement de gaz naturel et de services associés ci-jointe en annexe,

Le coordonnateur du groupement est le Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain (SIEA). Il est chargé d'organiser, dans le respect des règles relatives aux marchés publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs prestataires afin de permettre de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

Le coordonnateur est également chargé de signer et notifier les accords-cadres ou marchés qu'il conclut ; chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de leur bonne exécution.

En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

La Commission d'Appel d'Offres de groupement est celle du SIEA, coordonnateur du groupement de commandes.

Où cet exposé et la convention correspondante, après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- accepte les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel et de services associés, annexée à la présente délibération,
- autorise l'adhésion de la commune au groupement de commandes ayant pour objet l'achat de gaz naturel et de services associés,
- autorise Mr le Maire à signer la convention de groupement, et toutes autres pièces nécessaires,
- autorise le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune de THIL.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

10. REPAS DES PERSONNES AGEES

Mme Semay rappelle que chaque année, la Municipalité offre le repas aux personnes âgées. Il convient de délibérer sur le prix du repas qui aura lieu le 21 avril prochain.

Elle donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié demande pourquoi les conjoints paient plus cher.

Mme Dupuy-Roudel répond que c'est pour des raisons budgétaires.

DELIBERATION 18/02/15: REPAS DES PERSONNES AGEES

Rapporteur : Yannick Semay

Mme le Rapporteur rappelle à l'Assemblée que chaque année, il est organisé un repas au profit des personnes âgées de la commune.

Il convient d'en valider les modalités et le financement.

Le Conseil,

Oùï les explications de Mme le Rapporteur,

Décide que :

- les personnes ayant 70 ans et plus au 31 décembre de l'année N-1 bénéficieront de la gratuité,
- pour le conjoint de moins de 70 ans : 20,00 €
- pour les autres personnes : 28,00 €

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

11. QUESTIONS DIVERSES

Mme Semay rappelle qu'une permanence est tenue en Mairie le samedi matin de 10 heures à 12 heures.

Cette permanence était utile tant qu'il y avait des Cartes d'Identité ;

Elle informe qu'il a été décidé qu'à compter de ce jour, il n'y aurait plus de permanence le samedi matin, mais uniquement des rendez-vous qui seront pris auprès de l'accueil.

Mr le Maire souligne que l'annonce sera faite sur le Fil Info et sur les panneaux lumineux.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,

Fin de la séance du Conseil Municipal

En Mairie de Thil

Le lundi 26 février 2018 à 22 h 25

Stopper l'enregistrement»